

Question écrite n°2737 - Sujet : Uniformisation du remboursement des congés de maladie des salariés du secteur privé

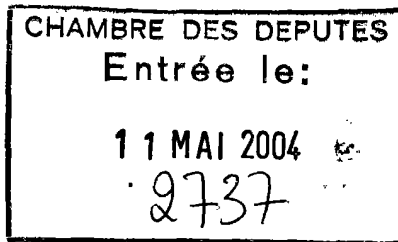
Auteur(s) : Monsieur Mars Di Bartolomeo, Député

Destinataire(s) : Monsieur Carlo Wagner, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

Date limite de réponse à la question : 11-06-2004

Evènement(s) :

Date	Description	Liens
11-05-2004	Dépôt de la question	Document écrit de la question
28-07-2004	Réponse écrite de Monsieur Carlo Wagner, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale	Document écrit de la réponse



Monsieur Jean SPAUTZ
Président de la Chambre des Députés
Luxembourg

Luxembourg, le 11 mai 2004

Monsieur le Président,

Par la présente, je vous prie de bien vouloir transmettre la question suivante à Monsieur le Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale.

Dans le cadre d'une heure de questions à la Chambre des Députés en date du 9 mars 2004, Monsieur le Ministre s'est prononcé sur l'étude relative à l'uniformisation éventuelle du remboursement des congés de maladie de tous les salariés du secteur privé, donc employés et ouvriers.

Selon les informations reçues à cette date, un comité d'accompagnement, composé de représentants des syndicats et du patronat, devrait rencontrer des membres de l'IGSS et de l'Union des Caisses de Maladie et les résultats des analyses seraient disponibles pour la fin mars / début avril.

Dans ce contexte, j'aimerais savoir de Monsieur le Ministre quelles sont les conclusions de cette étude. Quelles sont les suites que le gouvernement entend réserver à ces analyses ?

Est-ce que les partenaires sociaux ont pu trouver une position commune sur l'uniformisation en question ?

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'expression de ma haute considération.

Mars Di Bartolomeo
député

Luxembourg, le 30 juillet 2004



MINISTÈRE D'ÉTAT
LE MINISTRE AUX
RELATIONS AVEC LE PARLEMENT

SERVICE CENTRAL DE LÉGISLATION

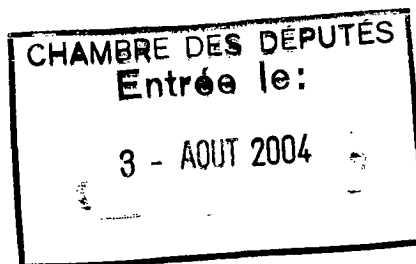
Monsieur le Président
de la Chambre des Députés

Luxembourg

Personne en charge du dossier:

Nicole Sontag-Hirsch

☎ 478 - 2952



Réf.: 2003 - 2004 / 2737 - 03

Objet: Réponse à la question parlementaire n° 2737 du 11 mai 2004
de Monsieur le Député Mars di Bartolomeo.

Monsieur le Président,

J'ai l'honneur de vous transmettre en annexe **la réponse de Monsieur le Ministre de la Santé et de la Sécurité Sociale** à la question parlementaire sous objet, concernant l'uniformisation du remboursement des congés de maladie des salariés du secteur privé.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'assurance de ma haute considération.

Le Ministre aux Relations
avec le Parlement

François Biltgen



Luxembourg, le 28 juillet 2004

Monsieur le Ministre
aux Relations avec le Parlement

LUXEMBOURG

Référence : 001-2004107128-1-00366

Objet : Question parlementaire No 2737 du 11 mai 2004 de Monsieur le Député
Mars DI BARTOLOMEO;

Monsieur le Ministre,

J'ai l'honneur de vous transmettre en annexe la réponse à la question parlementaire
spécifiée sous rubrique.

Je vous saurais gré de bien vouloir la transmettre à Monsieur le Président de la Chambre
des Députés.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'expression de mes sentiments distingués.

Pour le Ministre de la Santé
et de la Sécurité sociale

Romain FEHR
Inspecteur principal 1^{er} en rang

Le Ministre aux Relations avec le Parlement SERVICE CENTRAL DE LEGISLATION	
Reg.:	SCL:
Entré le: 29 JUL. 2004	
CE:	CHD:
A traiter par:	
Copie à:	



**Réponse de Monsieur le Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale à la
question parlementaire n°2737 du 11 mai 2004 de Monsieur le Député
Mars Di Bartolomeo**

Dans sa réunion du 24 novembre 2003 le Comité de coordination tripartite a demandé d'être saisi jusqu'à la fin du mois de mars 2004 d'une étude examinant les incidences d'une modification structurelle ayant pour finalité d'uniformiser pour tous les salariés du secteur privé le système d'indemnisation en cas d'incapacité de travail pour cause de maladie. Dans une telle solution l'employeur aurait l'obligation d'indemniser les six premières semaines d'incapacité de travail, l'assurance maladie intervenant par la suite.

L'employeur serait donc partiellement déchargé de son obligation légale actuelle à l'égard des employés privés, qui lui impose de prendre en charge le mois de la survenance de l'incapacité de travail et les trois mois subséquents ; par contre il lui incomberait d'assumer la charge des indemnités pour les ouvriers pendant la période de six semaines. Le taux d'équilibre se situera sensiblement en dessous du taux actuel pour les ouvriers, tandis qu'il dépassera celui actuellement appliqué aux employés privés.

Les effets de la solution examinée devront être globalement neutres et ne pourront pas comporter des charges supplémentaires pour l'économie.

L'étude, dont les travaux d'élaboration ont été suivis par un comité d'accompagnement composé des partenaires sociaux, a été réalisée par mes services dans les délais impartis. Il appartiendra au Comité de coordination tripartite, commanditaire de l'étude, d'en tirer le moment venu les conclusions qui s'indiquent.

